

MOSCOU ET MILAN...

Umanità nova - 21 juin 1922

Le procès des «*socialistes révolutionnaires*» se poursuit à Moscou, et on a une nouvelle preuve de ce qu'est la justice d'État, que le pouvoir soit aux mains de Robespierre, de Thiers, de Lénine ou de... Mussolini.

A l'ouverture du procès, le président du tribunal a déclaré que «*le gouvernement des soviets rejetait la fiction d'une justice qui prétend se placer au-dessus des classes*» et comme si cela ne suffisait pas à révéler l'état d'esprit et les intentions des dirigeants bolchéviques, il a ajouté: «*la seule impartialité que reconnaîtra le tribunal est celle qui s'impose dans l'intérêt du pouvoir soviétique dont il est l'organe*».

Les accusés ayant protesté contre la composition du tribunal car la plupart des juges sont de ceux qui ont le plus féroce persécuté les socialistes antibolchéviques, le président ajoute:

«*La demande des accusés est sans objet et doit être rejetée, car personne ne nie que le tribunal doit être considéré comme un instrument politique du gouvernement des soviets*».

Voilà un président qui ne pourra au moins pas être accusé d'hypocrisie!

Toute l'ambiance dans laquelle se déroule le procès correspond aux intentions clairement exprimées ainsi par le président.

Sentant le besoin de ne pas trop heurter les sentiments des socialistes européens, le gouvernement russe avait autorisé la présence de défenseurs étrangers pour assister les accusés. Mais quand les avocats Vandervelde, Rosenfeld et Théodore Liebknecht arrivèrent à Moscou, ils se trouvèrent en butte aux insultes et aux menaces, et c'est de justesse qu'ils furent soustraits au lynchage des communistes. Ils furent ensuite relégués dans une maison gardée par la police et mis dans l'impossibilité de communiquer avec les détenus et avec les défenseurs locaux. Il semble qu'on leur ait même refusé de voir les actes de l'instruction.

La presse russe excite l'opinion publique contre les avocats en les présentant comme des ennemis de la Russie et on chante dans les rues des chansons injurieuses à leur égard.

Les noyaux communistes des organisations ouvrières font voter des motions demandant la peine de mort contre les accusés.

On pousse au lynchage.

On sait que nous n'avons guère de sympathie pour ceux de ces accusés qui sont pour une part des hommes de gouvernement et qui, s'ils réussissent à aller au pouvoir, seraient peut-être moins violents et moins sanguinaires que les bolchéviks mais tout aussi liberticides. Et nous avons encore moins de sympathie pour l'avocat Vandervelde qui a été ministre du Roi de Belgique et qui ne peut continuer à se dire socialiste que parce que le socialisme est devenu une tromperie pour cacher aux yeux de la masse ouvrière toutes les capitulations et toutes les trahisons.

Mais nous n'en sommes pas pour autant moins indignés - indignés mais pas étonnés - par cette façon

de fouler aux pieds, dans la Russie «révolutionnaire», tout sens de la justice, par cet assassinat judiciaire éhonté, par cette infâme comédie par laquelle le gouvernement russe couronne dans le déshonneur la terrible tragédie née de la rivalité des fractions, peut-être sincèrement révolutionnaires, qui se disputent le pouvoir et qui, par soif du pouvoir, s'entre-tuent et tuent la révolution.

Et nous souhaitons que, là encore, l'exemple russe serve de leçon et d'avertissement pour les futures révolutions.

Mais voilà que s'élève contre les infamies russes et les menaces de lynchage des accusés réduits à l'impuissance - devinez qui? - le «*duce*» des fascistes, Benito Mussolini.

Dernièrement s'est déroulé à Milan un autre procès politique, le procès de ceux qui ont fait sauter le *Diana*. Il y avait deux accusés qui avaient avoué et qui avaient commis ce crime emportés et aveuglés par la passion mais qui méritaient certainement même de la part de juges bourgeois qui n'auraient pas perdu toute sérénité et toute indépendance, les circonstances atténuantes que la loi accorde, si l'on considère, comme il était juste de le faire, les motifs qui les inspiraient, les provocations venues de l'autorité, l'exemple de la violence donné tous les jours par les agents du gouvernement et l'absence totale de toute recherche d'avantage personnel. Il y avait aussi un accusé qui niait inlassablement toute participation au délit et qui, donc, avait droit à ce qu'on examine rigoureusement et impartialement les preuves qui étaient en sa faveur ou contre lui. Et il y en avait également beaucoup qui étaient totalement innocents et qui se retrouvaient au banc des accusés à la suite d'une machination policière inique, pour la seule raison qu'ils professaient des idées qui s'opposaient à l'ordre social actuel.

C'était un procès retentissant qui devait montrer au monde ce que vaut la justice bourgeoise. Si nous anarchistes, pouvions désirer - et nous le souhaitons sans y croire - que tous soient acquittés, le gouvernement et la bourgeoisie se devaient, pour leur part, de montrer que la haine, l'esprit de vindicte et la peur ne leur avaient pas fait perdre la tête, qu'ils savaient, en rendant leur justice, peser froidement les faits et qu'ils restaient, même dans le bouillonnement des passions, capables de luger selon des critères sinon humains, du moins juridiques.

Mais à Milan comme à Moscou, on a tout fait pour exciter l'opinion publique contre les accusés, pour faire pression sur la conscience et peut-être sur le courage des jurés et pour obtenir un verdict féroce et injuste - et ce fut le cas, en effet.

Et qui a principalement contribué à exciter les passions? Qui est même allé jusqu'à publier un «*ultimatum*» pour qu'on ne permette pas aux accusés de se défendre, et à brandir ouvertement la menace de lynchage?

Mussolini soi-même qui, maintenant, trouve mauvaises les méthodes de ceux qui lui font pendant à Moscou.

Sinistre bouffon.

Errico MALATESTA.
(Non signé)
